

Pour trouver le sens exact du mot, il est utile de le décomposer.

Humbug vient sans doute de *hum* et de *bug*; le premier probablement dans son sens de tromper et le deuxième dans son vieux sens de "bugbear", c'est-à-dire d'épouvantail. En réunissant les deux mots on a peut-être songé aussi à *bug* dans le sens d'insecte et à *hum* dans le sens de bourdonner; si bien que les deux réunis signifieraient: du bruit pour ne rien dire.

Monsieur l'Orateur, je crois que nous avons là une définition qui s'applique exactement à la situation: parole vide de sens.

Je suis porté à croire que M. Thomas est peut-être arrivé à se servir de cette expression à la suite de ses rapports avec le haut commissaire actuel du Canada à Londres. J'ai remarqué que lorsque M. Ferguson faisait la campagne électorale avec mon très honorable ami, c'était le terme qu'il employait pour décrire les propositions de préférence du gouvernement d'alors. Il disait que ces propositions étaient "de la blague", "de l'hypocrisie".

Un MEMBRE: Très bien!

Le très hon. MACKENZIE KING: Mon très honorable ami dit: Très bien.

Le très hon. M. BENNETT: Non, je n'ai rien dit.

Le très hon. MACKENZIE KING: Je demande pardon à mon très honorable ami; c'est quelq'un juste derrière lui qui a approuvé cette expression. Apparemment, la réalité est que M. Thomas, ayant fréquenté M. Ferguson, a pensé qu'en employant cette expression il serait bien compris dans cette partie de l'univers.

IMMIXTION DANS LA POLITIQUE ANGLAISE—CONTRAÎNTE ECONOMIQUE

J'arrive maintenant, monsieur l'Orateur, à un aspect de cette situation qui, à mon sens, a autant de gravité que n'importe quel autre sujet d'intérêt impérial: je veux parler de la tentative d'immixtion dans les affaires domestiques de Grande-Bretagne de la part de mon très honorable ami le premier ministre. Je le répète, je considère que le premier ministre, à partir du moment où il a quitté le pays et même avant cela, a commis erreur sur erreur, se coulant toujours de plus en plus à mesure qu'il poursuivait ses marchandages pour l'écoulement du blé canadien. Le plus grave de tout, parce que si on le tolérait une fois cela aurait de très graves conséquences pour l'avenir de l'empire britannique, c'était la tentative de la partie de l'empire que nous représentons de s'immiscer dans les affaires d'une autre. Comme je l'ai dit il y a quelques instants, à ces conférences im-

périales il est absolument nécessaire que les gouvernements aient de la considération pour leurs politiques intérieures réciproques. Chaque gouvernement doit respecter la politique intérieure des autres. Quel droit une partie de l'empire a-t-elle de critiquer la politique intérieure d'une autre? Elle a encore bien moins le droit de chercher à forcer une autre partie de l'empire à modifier sa politique intérieure en essayant d'influencer l'opinion publique, comme mon très honorable ami a cherché à le faire dans sa déclaration à la conférence, laquelle a été publiée à droite et à gauche. Non seulement il s'est présenté devant le gouvernement britannique avec une proposition nécessitant une modification de sa politique douanière et avec la mention de la possibilité du démembrement de l'empire si son offre n'était pas acceptée, mais, dans un discours radiophonique qu'il a adressé au public de Grande-Bretagne—certains d'entre nous l'ont entendu de ce côté-ci de l'océan—il a fait appel directement à la nation britannique, en passant pour ainsi dire par dessus la tête du gouvernement de Grande-Bretagne. Commentant nos discours à la conférence, il a dit ensuite: Mon intention n'était pas de faire des menaces. Comment cette idée de menace pouvait-elle venir à son esprit si elle n'était déjà là qui y couvait à moins qu'on ne la sût exister dans l'esprit de certains citoyens de Grande-Bretagne? Mon très honorable ami a dit ensuite que si son offre n'était pas acceptée et son principe approuvé, pareille occasion ne se représenterait peut-être plus.

Nous connaissons tous les luttes politiques qui se sont déroulées entre conservateurs et libéraux et entre conservateurs et travaillistes à propos de certaines questions fiscales, et je dis que personne dans ce Dominion n'a le droit d'aller en Grande-Bretagne et de tenter, par la parole, d'influencer le public anglais en matière de politique intérieure. Si nos premiers ministres doivent avoir ce droit, alors le même droit doit être accordé aux premiers ministres des autres pays de l'empire. Que dirait mon très honorable ami si M. Ramsay MacDonald arrivait ici demain et parlait comme mon très honorable ami a parlé en Angleterre, lui disant qu'il lui faudrait modifier sa politique de protection, et si parlant à la radio, il disait au peuple canadien qu'à moins que ce changement ne fût effectué immédiatement il ne répondait pas du démembrement de l'Empire qui pourrait en résulter? Mon très honorable ami n'ignore pas que certain parti politique de la Grande-Bretagne va utiliser ses paroles au cours de la prochaine campagne électorale. Peut-on concevoir rien de plus injurieux relativement